

**SYMPATRON,
PRIEZ
POUR NOUS**

P. 6

L'employé lèche-cul,
archétype du héros
moderne

État de marche

La grève du foie

Il ne suffit pas d'arriver à Nantes pour être illico éberluée par la culture locale, la vraie, celle des manifs, de « Nantes capitale des grèves » célébrée en 1955. Chronique au ras du pavé d'une néo nantaise.

« En médecine orientale, le foie est l'organe de la colère et, pour vous soigner, on étudiera vos états colériques refoulés. En Occident, si vous avez mal au foie, on questionnera en premier lieu vos repas plantureux ou trop arrosés.

Depuis quelque temps, je me sens orientale. J'ai le foie en vrac, car je ne décolère pas en pensant aux manifestants qui défilent, certes rassemblés, mais... Envolées de ballons, pétards de carnaval, avec chauffeur de salle, pardon, de rue: « Levez les bras, tapez dans les mains », musique disco avant les tirades bien salées en direction de l'Œil de la République, qui en cligne d'amusement.

Ça? Des Français en colère? Mais non, écoutez-les, observez-les, lisez ce qu'en rapportent les médias qui évoquent des « rassemblements festifs ». Et si l'Œil de la République demeure aux aguets quand nous manifestons, c'est d'une paupière alourdie, propice à la sieste de l'homme paisible qui ne redoute rien. Lors du dernier « rassemblement festif », j'écoutais au bas de la rue Jean-Jacques Rousseau les manifestants. Ils venaient d'arpenter la ville et, conséquemment, avaient accepté de perdre une portion de salaire, pour dire ce qu'ils ont sur le cœur à leurs gouvernants. Et je les entendais, affables, bien qu'anxieux ou résignés, conclure le défilé par des: « allez, à la prochaine manif, hein? », avec sourire, certes las, tapotage d'épaules et embrassades. Un peu comme l'on se donnerait un rendez-vous fixe, entre amis fatigués, mais solidaires. Nous qui descendons dans la rue au son des musiques et flonflons syndicalistes, croyons-nous vraiment inquiéter nos représentants si peu enclins à la concertation et au dialogue? J'en doute. Qu'avons-nous donc fait de notre saine et respectable colère, car redoutée, cette colère typiquement française qui fit jadis plus d'une fois trembler le pouvoir? Puis de repenser à la médecine chinoise. Et de songer alors que, côté assurance maladie, ça ne doit pas être les problèmes de foie qui minent les budgets. Maigre compensation ».

Lalie Dabeuliu



2€

Pingouins dans l'jardin, hiver chagrin

irrégulomadaire satirique N° 70, novembre 2010

Merci bas coût

**LOW COST TOUJOURS,
TU M'INTÉRESSES**

Le projet de nouvel aéroport compte beaucoup sur les compagnies low cost qui représentent déjà la moitié du trafic actuel. Des sociétés pas très recommandables, condamnées, mises à l'index, rappelées à l'ordre. Aucune importance pour les élus socialistes qui votent pour, plein gaz. Mais si jamais un jour ce low cost dépassait les bornes, alors là attention, les élus pourraient « dire leur mot ». Le plancher des vaches sera bien gardé.



Garder la ligne

L'effet low cost ouest

Volatiles, pas réglo, les compagnies à pas cher sont prêtes à désertir au moindre désagrément judiciaire ou financier. Une bonne base pour les perspectives de trafic du projet de Notre-Dame-des-Landes.

POUR l'aéroport de Notre-Dame-des-Landes, il n'y a pas à tortiller de l'aileron arrière pour chier droit. Il le faut parce qu'il le faut. C'est clair? D'ailleurs, le trafic. Quoi quoi, qu'est-ce qu'il a, le trafic? En consultant les chiffres de la chambre de commerce, qui gère jusqu'à fin décembre l'actuel aéroport, on découvre que les compagnies low cost représentent 47% du trafic. Presque la moitié du trafic actuel, quand même! Les destinations proposées sont essentiellement en Europe (69%), le reste

au Canada, aux Caraïbes, en Afrique. C'est sur ces sociétés peu recommandables qu'on va donc tirer des plans sur l'avenir. Ce qui ne coûte pas cher. Les compagnies low cost ont très peu d'heures de vol à Nantes: le phénomène est très récent. En 2003, la compagnie Jetmagic lance la première ligne low cost nantaise, reliant Cork. Abandonnée sept mois après. Ryanair prend le relais en 2005. EasyJet, Flybe, Jet4you, Windjet et Transavia (filiale d'Air-France) ont rejoint la compagnie irlandaise. Suite page 2 ▶

Polytechnique

Des chiffres et des lettres

Les élus sont super futés. Pour voter le financement de l'aéroport le 18 octobre dernier, ils ont tout compris. Notamment le mode de calcul de « l'actualisation de la contribution publique en fonction de l'évolution des prix des travaux ». C'est détaillé dans le texte qu'ils ont voté. La formule ne tient pas sur une ligne, en tous cas pas aérienne régulière. Pour que chaque contribuable sache à quoi on l'engage, et pour frimer dans les soirées mondaines, Lulu se devait de dévoiler la formule magique: $mk = 0,5 \cdot \{ [P1k \cdot (TP01k-3 / TP01i-3 - (1,02)k/12)] + [P2k \cdot (BT01k-3 / BT01i-3 - (1,02)k/12)] + [P3k \cdot (Syntek-3 / Synteci-3 - (1,02)k/12)] + [P4k \cdot (Syntek-3 / Synteci-3 - (1,02)k/12)] \}$. Résultat? Parle à mon calcul, ma tête est malade.

► Suite de la page 1

Jusqu'ici, pour attirer les compagnies low cost, les collectivités déroulaient le tapis rouge, exonéraient de charges et de taxes, faisaient des cadeaux par ci, accordaient des subventions par là. Les compagnies se font aussi payer des tickets d'entrée pour rejoindre un aéroport. Exemple: «Pour toute ouverture de ligne directe avec un aéroport européen non encore desservi, nous offrons des réductions de redevances passagers et atterrissages: 50% la première année, 30% la deuxième et 10% la troisième année», explique en 2005 le président de la CCI, Jean-François Gendron*.

Contrat tout en tractation

Chez les low costkillers, la pratique classique consiste à renégocier le contrat, à demander des rallonges. La collectivité, qui tient à ce que son aéroport soit bien fourni en lignes, recrache au bassinnet pour financer une campagne de promotion ou d'autres avantages. Une pratique que certaines chambres de commerce, à Pau ou à Montpellier, qualifient carrément de «racket». La baisse des coûts, et à terme les profits de la compagnie, sont donc habilement financés par l'argent des contribuables qui paient la différence entre le tarif low cost et le prix normal d'un billet. Selon une enquête menée par Air France, «les chambres de commerce et d'industrie, qui gèrent les aéroports, soutiennent l'activité de Ryanair en France à hauteur de 9 à 32 euros par passager embarqué»***. Le tour de passe-passe discret a institutionnalisé l'habile externalisation des coûts.

Le mot d'Ayrault

Pour voyager pas cher avec ces compagnies, mieux vaut ne pas être gros (surcharge donc surtaxe), musicien (obligé de payer le prix fort pour embarquer son instrument), ou handicapé (débarqué si non accompagné). Côté social: personnel mal payé, poussé au rendement en incitant à la vente en cabine, interdiction larvée d'être syndiqué, horaires délirants...

Interrogé** sur sa responsabilité à couvrir des entreprises bafouant le droit du travail, intégrant la régression sociale comme élément de profit, ayant recours à des pratiques de racket, Jean-Marc Ayrault s'est montré évasif. De toute façon, ni responsable ni coupable: «Ce n'est pas de notre ressort, c'est le concessionnaire (Vinci) qui gèrera, mais on (les collectivités) sera dans un comité de suivi et si besoin, on pourra y dire notre mot». Des paroles aussi menaçantes ont de quoi faire trembler les compagnies low cost qui réalisent avec effroi que si jamais le maire de Nantes trouvait quelque chose à redire, il dirait un mot. Mais contre les casse-coûts, Ayrault ne criera pas casse-cou! L'exploitation des salariés des low cost, le contournement du droit du travail? Des détails juste bons à être survolés. ■

Clément A. Delair

* Le Point, le 6 mai 2005

**Lors d'une conférence de presse le 27 septembre, annonçant le financement du projet d'aéroport par les trois collectivités, aggro, département et région.

*** Le Figaro, le 11 mars 2010



Casse-coûts

Embrouilles & compagnies

Condamnées pour dumping social, travail dissimulé ou entrave au comité d'entreprise, les compagnies low cost réclament toujours le tapis rouge.

FUMASSE d'avoir été mise en examen fin septembre pour «travail dissimulé», Ryanair ferme sa base à Marseille en janvier 2011. Ne supporte pas qu'on la titille sur le contournement du droit du travail, la compagnie employant sous contrat irlandais ses salariés opérant depuis la France. L'enquête a aussi été ouverte pour «entrave au fonctionnement du comité d'entreprise». En avril dernier, la compagnie EasyJet est condamnée à 1,4 million d'euros de dommages et intérêts pour travail dissimulé, épinglant les contrats sous statut britannique de quelque 170 salariés à l'aéroport d'Orly. La compagnie est aussi condamnée pour «entraves aux organes de représentation du personnel et défaut d'immatriculation». L'Urssaf réclamait huit millions d'euros de cotisations sociales non versées. En mai, après le nuage du volcan islandais, Ryanair a aussi été condamnée en Italie à trois millions d'euros d'amendes pour avoir violé, dans 138 cas, ses obligations légales d'assistance aux passagers en cas d'annulation de leur vol. En 2008, Que Choisir révélait déjà qu'Easyjet se faisait tirer l'oreille pour rem-

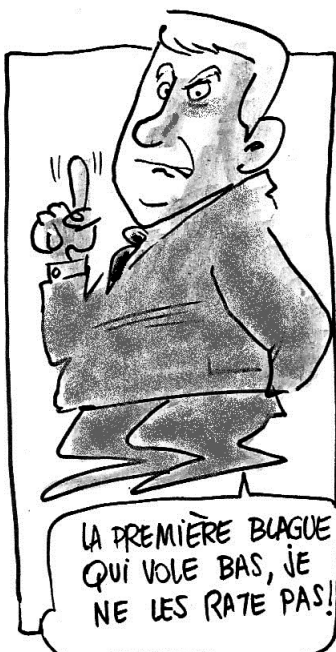
boursier les vols annulés, même après avoir été condamnée par un juge. N'ayant pas de siège en France, juste des comptoirs d'enregistrement, la compagnie se protège des huissiers. En juin, la Halde, la Haute autorité de lutte contre les discriminations et pour l'égalité, annonce une plainte contre EasyJet pour discrimination envers une handicapée débarquée d'un avion de la compagnie sous prétexte qu'elle n'était pas accompagnée. Pour Jeannette Bougrab, présidente de la Halde, «les compagnies low cost ont un temps de rotation court» et elles «privilégient la rentabilité à l'humanité»*. Rotation, vitesse, rendement, toujours la même histoire. Au même moment, les autorités aériennes soupçonnent Ryanair de remplir ses réservoirs de carburant au strict minimum, quitte à mettre en péril la sécurité de ses voyageurs**. Mais ces braves compagnies casse cou et casse coûts sont l'avenir d'un aéroport. Avec l'aval des socialistes qu'on attendait plus regardant. Les scrupules? Envoyés. ■

C.A.D.

* AFP, le 12 août 2010

** Air Journal, le 7 juin 2010

AYRAULT PRÊT A GRONDER LES LOW COST



India hotel

Vol en formation

EN décrochant le contrat de construction puis de gestion de l'aéroport de Notre-Dame-des-Landes, la société Vinci Airports annonce le lancement d'un centre de formation de son personnel aéroportuaire. Pour mémoire, c'est la région Pays de la Loire qui finance la formation professionnelle. Vinci va donc pouvoir demander à la région de subventionner sa future école. En s'adressant au vice-président chargé de la formation professionnelle: un certain Jean-Philippe Magnen, élu vert dans le civil, normalement fermement opposé au nouvel aéroport. Mais la formation, il doit être pour? Le grand écart, on sait ça depuis Ravillac, c'est tout l'art de la déformation. ■

Veni Vidi Vinci

En un aérien de temps

Par le passé, l'aviation a toujours gagné. Donc forcément. Et demain et après? Alors là, ouh là...

L'avenir du ciel en rose? Interrogé sur les perspectives aériennes, le concessionnaire choisi par l'État navigue à vue. «Pour vous, l'avion n'est pas fini? Malgré les contraintes environnementales?» interroge le journaliste* d'un air d'iconoclaste de salon. Benoît Brunot, directeur du développement de Vinci Airport chiffre sa réponse: «Il y a des grandes lois. Exemple: en 80 ans d'aviation commerciale, la croissance de l'aérien a toujours précédé de 1,7 à 1,8% celle du PIB. C'est donc une source de dynamisation». Ils parlent comme ça, chez Vinci. Cash. Mais alors, une fois affirmée cette certitude, quels sont ses hypothèses de développement à Notre-Dame-des-Landes? Réponse nettement moins chiffrée: «On nous demande de raisonner sur 55 ans. Je ne suis plus sûr d'être là pour le voir. Raisonner à une telle échelle de temps n'est pas pertinent. Pour nous, ce qui compte le plus, ce sont les premières années». Remonter 80 ans en arrière, pas de problème: ça, c'est de la visibilité. Mais au-delà d'une poignée d'années devant soi, c'est le brouillard, et on ne pourrait donc rien escompter. Il se paye notre fiole, le Vinci

man! D'autant plus inquiétant que les élus favorables à l'aéroport claironnent qu'ils vont tous retrouver leur mise, selon le principe de «retour à meilleure fortune». Une expression qui sent bon la flibuste en cravate. Il s'agirait d'un genre de prêt remboursable si l'exploitant de l'aéroport a bien engraisé ses actionnaires. À partir de quand il rend le flouze, Vinci? «Pas dans les vingt premières années, une fois les amortissements effectués», esquisse Jean-François Gendron, président de la chambre de commerce (qui a mis 10 millions d'euros au capital du consortium mené par Vinci). À partir de quel taux de profit réalisé par Vinci bascule-t-on dans la phase remboursement? La clé de calcul de cette restitution potentielle n'est pas divulguée. Elle figure pourtant dans un document, le «traité de concession» passé entre l'État et Vinci, mais ni l'un ni l'autre ne veut le communiquer. Il suffit de demander à Ayrault, il jurera que c'est un prêt sans concessions.

* Dominique Luneau, patron de l'agence de presse économique API, grand partisan de l'aéroport. Rencontre au CCO le 30 septembre 2010

ANNICK DU ROSCOAT SAUVE LA PLANÈTE



Biotope départ

Du Roscoat dans la ouate

ANNICK du Roscoat aligne l'essentiel de son pedigree au passé: ex conseillère municipale à Nantes sous Chauty puis dans l'opposition sous Ayrault, ex élue au département sous Luc Dejoie, ex élue régionale sous Fillon, ex présidente nationale de l'archi réac CNI de 2000 à 2009*, elle vient d'être recyclée, nommée au conseil économique et social environnemental, par le conseil des ministres**. À quel titre? En raison de sa «compétence en matière d'environnement et de développement durable». On ne rigole pas siouplait, c'est sérieux. On ne savait pas le Centre national des indépendants et paysans, aile droite de l'UMP, si porté sur

la fibre verte. On connaissait Annick du Roscoat coincée anti islam, un peu cul serré par la musique métal du Hellfest et ses joyusetés sataniques, énervée contre les homos, effrayée par la baisse de natalité des bons Français de souche, déterminée à faire abandonner l'impôt sur la grande fortune. On aura beau chercher dans ses marottes passées, jamais il n'a été question d'une vision même réac de l'écologie. Reste que le CNI est en soi un écosystème. On y brasse de l'air, mais est-il vraiment recyclé? ■

* Désormais présidé par le maire de Cholet, le joyeux drille Gilles Bourdouleix

** Le 27 octobre 2010

Abel la vie

À pneu près pareil

Il faut réhabiliter Abel Durand! Avocat nantais, conseiller municipal puis sénateur de la Loire-inférieure, ce militant des causes sociales a donné son nom au rond-point des Châtagniers, giratoire assez moche où tout le monde tourne en rond. Comme hommage, on fait

mieux. Sur Internet, Michelin, Mappy et Google Maps s'emmêlent les pinceaux, confondant Abel Durand avec Albert Durand, pilote de chasse et compagnon de la Libération. Ou alors le neveu à Marcel, qu'est sur facebook...

LA QUESTION ET LA REPONSE
PRODUCTION
présente

Les Grands Débats

DE NANTÉLÉ
LA TV DEUX EN UN



Chasse au lopin

L'élu de terrain coincé sur son terrain

Quand les gens du voyage veulent se sédentariser, c'est pourtant bien vu. À Clisson, on leur met des bâtons dans les roues.

À 68 ans, Violette est un peu fatiguée. On a beau être du voyage, il y a des moments où on voudrait bien se poser. Pour se sédentariser, Violette trouve un terrain à Clisson et l'achète en septembre 2008. À l'origine, c'était une terre agricole à l'écart, classée comme telle sur le plan local d'urbanisme, mais un permis de construire a été accordé par le maire et une maison bâtie en 1971 (le propriétaire l'avait curieusement déclarée comme «cave» aux impôts). «Ma mère ne peut plus rouler. Elle vit seule avec ses gamins. Et puis l'hiver, la caravane, c'est dur, et ça coûte une fortune en chauffage. Elle serait mieux dans la maison si on peut la refaire à neuf», explique Manuel Demestre. Prudent, il va voir en mairie avant d'implanter deux caravanes. Pas de problème, vous êtes chez vous, dit le maire qui co-signe même avec son premier adjoint un papier officiel disant «conformément à ce qui vous a été annoncé, la commune ne s'opposera pas aux travaux visant à la viabilisation du terrain concerné». Eau, électricité, assainissement, «amenée de gravier pour stabiliser certaines parties de votre terrain»? Jean-Pierre Coudrais, le maire divers gauche, donne son entier feu vert. La famille Demestre s'installe donc, paye sa taxe d'habitation, 148 euros, et la taxe foncière, 165 euros. Mais depuis deux ans, faute de pouvoir se payer l'assainissement, il faut aller chercher l'eau avec des jerrycans à deux kilomètres, dans les chiottes publiques.

Le site de la ville de Clisson explique qu'un «groupe de travail urbanisme» s'est donné pour mission de «corriger certaines erreurs techniques» du PLU. Bâti avec permis de construire depuis près de 40 ans, ce terrain «non constructible» mais construit en ferait bien partie. Mais non.

Les services de l'Équipement ont conseillé au maire d'assouplir sa position, et d'entériner l'implantation. En janvier 2010, le commissaire enquêteur nommé pour la révision du PLU, l'ancien bâtonnier du barreau de Nantes Michel Taupier, préconise de requalifier la parcelle en zone constructible, puisqu'elle l'est déjà. Le maire de Clisson, Jean-Pierre Coudrais, ne veut pas entendre parler: «Je ne me suis pas opposé à ce qu'ils fassent venir l'électricité et qu'ils réalisent une fosse septique. Mais la construction est un genre de cabane en parpaings qui n'a pas vocation à être habitée» dit-il à Lulu. Il dénonce un «passage de force. Je n'ai rien contre ces gens-là, mais pourquoi leur accorder une faveur plus qu'à d'autres?». Faute d'être entendue, la famille a pris un avocat et attaque le plan d'urbanisme au tribunal administratif. Même s'il l'a cherché, le maire n'est pas déçu du voyage.

Daisy Reless

Dépôt-sition

Le savoir-vivre des sauvages

Avis à la population: on est prié de laisser sa carte de visite tout en signant une décharge quand on vide ses poubelles en douce, la nuit, n'importe où.

Ah les ordures! Les élus de la communauté de communes de la région de Blain ont vidé leur sac sur la question des décharges sauvages. À quoi bon prévoir des poursuites contre les salopauds si aucune des quatre communes n'a verbalisé personne «depuis au moins dix ans»? Le maire du Gâvre a la réponse: «Trouver dans un dépôt sauvage des documents avec des noms et adresses, ce n'est pas apporter la preuve que c'est l'intéressé lui-même qui les a déposés». Désormais, il est exigé

que chaque gougnafier qui balance ces ordures dans la nature laisse aussi, bien en évidence un avis de dépôt en trois exem-

plaires, dument contresignés. Sinon, il sera déchettu de la nationalité.

* Ouest-France, le 28 octobre 2010

Gueule du loup À bout portail

Le jeunot qui a barboté un scooter se fait courser le 22 août par une voiture de flics. Lâche le scooter, part à pied, escalade un portail. Mauvaise pioche: c'est l'entrée arrière de la caserne de gendarmerie. Un pandore en congé qui promène son clebs s'interpose, ceinture l'intrus. Dans la rue, un flic suit, escaladant aussi le portail. Mais lui, malgré la violation de domicile, n'est ni interpellé, ni ceinturé. La preuve que les gendarmes n'ont pas quatre bras.

Vert et pas mûr Classement vertical

Nantes vient d'être sacrée à Stockholm capitale verte européenne pour 2013. Paraît que le titre de «The Last Best Place in Europe» décrété par Time magazine (en 2004) a joué. Au même moment, Nantes est carrément absente de deux top 50 mondiaux 2010 du cabinet de conseil suisse Mercer. Pour les villes où prime la qualité de la vie, ne figurent en France que Paris, 34^e, et Lyon, 38^e. L'Eco-city ranking ne retient que Lyon, 32^e. Nantes? Aux oubliettes. Le top du top, c'est d'être hors classe.

Petit matin, piquet contagieux

Piquet volant, feu de palettes, poids lourds coincés, grève improvisée. Et une victoire sur toute la ligne.

Nous interrompons nos programmes pour revenir sur des événements récents. Quand des trublions ont tenté d'ankyloser l'économie. Quatre heures du mat, un lundi 25 octobre, le temps est à la grève générale. À pied, en vélo, en voiture, ils et elles ont rejoint un premier rendez-vous sur un rond point, puis covoiturage jusqu'à la zone industrielle de la Belle étoile, la bien nommée: le ciel est clair, ça brille au plafond. Un dépôt de palettes proche alimente jusqu'au petit jour deux feux devant les grilles de la cible de ce matin: la Sopitra, une société de transport routier qui livre la grande distribue. Du frais, de la bouffe, des plantes... Siège à Nantes, agences de Lille à Quimper. 300 semi-remorques, 480 chauffeurs, la plupart plutôt contents de se voir coincés au dépôt. «On rentre juste déclencher le disque dans le camion. On est super fliqués». La pointeuse dans la cabine. Le chef de quai ne s'affole pas: «Je prévient le patron». Qui arrive dare-dare, énervé par toutes ces palettes qui crament devant sa grille et son chiffre d'affaire qui s'envole en fumée. Parmi la centaine de matinaux de l'interpro du piquet volant, beaucoup de femmes, instits, salariées de l'assurance maladie, étudiantes, lycéennes. L'ambiance est détendue, presque enjouée de pouvoir discuter au coin du feu. «Et toi t'es dans quoi?». L'un est infirmier psy, l'autre salarié chez Véolia. Il y a des gens du nettoyage, des chômeurs. Syndiqués à FO ou nulle part, à la CGT, la CNT, Sud. Les camions arborent le slogan: «L'entente efficace». Tout le monde se marre. Certains se méfient, craignant la porte dérobée: «On s'est déjà fait avoir au blocage du MIN la semaine dernière».

Patron tutoyeur

Les camionneurs expliquent leur boîte: «Ici le patron tutoie tout le monde, mais la négociation annuelle obligatoire est au point mort depuis deux ans. On a des problèmes internes d'heures supplémentaires à 150% que la boîte refuse de nous payer depuis mars. Certains en ont trois cents en attente...» Le délégué syndical CGT est sous pression: «Je le savais au départ, mais il ne me fait pas de cadeau. Heureusement ma femme est aussi engagée, ça permet de tenir». Dans l'entreprise, le patron lui mène une guérilla quotidienne, lui refilant les tournées qui l'éloignent toute la semaine du dépôt. Meilleur moyen pour qu'il ne puisse pas trop croiser ses collègues. Autour du feu de palettes, les coups de gueule dansent avec les flammes: «Les heures à 150% c'est les plus pénibles, celles qu'on fait au-dessus de notre contrat à 195 heures». «Le patron veut la plus grande flexibilité pour lui: l'été quand il y a plein de boulot, faudrait qu'on fasse un max des heures, et l'hiver qu'on reste chez nous». «À 45 ans, j'ai déjà le dos foutu. On n'ira pas jusqu'à 67 ans, on sera morts avant».



«Le patron nous serine que l'entreprise ne peut pas nous payer ces heures. Pfff... Dix ans que je suis là et c'est toujours la même chanson, la crise, la misère».

«La dernière prime, c'était il y a quatre ans. Depuis, rien».

La retraite? «C'est fait pour en profiter, en bonne santé», rappelle une insti en apportant des croissants, le visage moitié éclairé par le brasier. Gueule de carême, l'huissier vient constater que les camions sont bloqués dans la cour, photographie les drapeaux syndicaux, les banderoles, cherche vainement un chef. En parallèle, un employé zélé prend quantité de photos. L'escogriffe à une figure du mouchard et de lèche-cul. La sono syndicale diffuse la chanson de Didier Super: «Les gros chefs d'entreprise, c'est comme les mecs qui vont aux putes. Les gais curés intégristes, c'est comme les pédophiles. Y'en a des bien... Mais quand même, des fois, y'en a, y font chier...»

Pénalement pénalement

Le patron, Alain Daval*, vient menacer le piquet: «Pénalement,

pénalement... Référé ce matin...».

Le délégué syndical CGT tient tête: «Arrêtez avec votre "Pénalement": vous respectez même pas la loi! Et pénalisés, nous, on l'est depuis sept mois!».

Le piquet prend le relais: «Z'êtes bouché à l'émeri ou quoi?»

lâche un gars en canadienne.

«Ah restez poli!», postillonne le patron, fumasse.

«À l'émeri, c'est pas une insulte, et boucher c'est un métier comme un autre...» goguarde un manifestant.

«De toute façon, qu'est ce que vous pouvez comprendre, on discute depuis des mois, c'est complexe», essaie le boss, à bout d'arguments.

«Que vous vouliez pas payer les heures sup, y'a pas besoin de deux heures d'explications pour piger».

Pour rester dans le thème du moment, le patron bat en retraite.

L'autre patron de la boîte, Jean-Pierre Peuzé, vient tenter de rassurer ses gars pour les pousser à reprendre, et menace de représailles.

Il est entouré de près, deux tapes faussement amicales lui collent dans le dos à son insu un autocollant «grève générale» et un autre «travaille et tais-toi!».

Le patron claironne: «Moi aussi je me suis amusé quand j'étais étudiant. J'ai même fait 68 à la fac de Nantes...». Ça fait ricaner tout le monde, sauf un gars qui l'engueule: «Vous croyez qu'on se lève à cette heure là pour s'amuser?»

Il est huit heures. Ralentis, les camions desservant la zone industrielle klaxonnent en soutien. Certains chauffeurs ont déjà des tracts dans la cabine. Pas la moindre animosité. Les salariés de la Sopitra sont sortis sur le trottoir. Franchir la grille, pour se déterminer librement. Et là, au bord de la rue, au petit matin, ils votent la grève sous les étoiles et les applaudissements. Ça couvait, le piquet volant de l'interpro aura servi de déclencheur. Ce matin-là, la solidarité prend des airs d'évidence et fait plus chaud au cœur que le brasier de palettes.

Ça chauffe avec les chauffeurs

Tous ces camions coincés, ça attire forcément les curieux, comme ce fourgon de gendarmerie. Surprise, le pandore est placide et philosophe, parle droits de l'homme, dénonce «la pub qui nous a rendus schizophrènes» et le capitalisme, évoque son voyage à Cuba, cite Marx et Hegel, finit par avouer qu'il se verrait bien en partance de la maison. Le matin voit partir le piquet volant, mais le piquet de grève maison reste devant les grilles. La journée qui suit, les autres dépôts en France de la Sopitra envisagent de se mettre aussi en grève si les arrières d'heures sup ne sont pas versés. Cette contagion va jouer son rôle dans le rapport de force. Le patron rageur parle de fermer définitivement la boîte, menace de délocaliser vers les pays de l'Est, salariés moins chers, plus dociles. Le ton monte. Alain Danval exerce ses talents de boxe de trottoir sur des chauffeurs grévistes, mais il se prend un rampono en retour et y laisse deux dents. Enfin deux, pas sûr; on ne le sait pas de sa bouche, c'est la vox populi du piquet qui l'a rapporté. En tous cas, il dépose plainte mais un chauffeur aussi. Le patron a aussi lancé un référé pour entrave à la liberté du travail, avec convocation au tribunal pour huit chauffeurs, prétextant une perte journalière de 250 000 euros. Finalement, les deux patrons ont bel et bien cédé sur toute la ligne: ils retirent leur plainte (Le salarié abandonne aussi la sienne), annulent le référé, s'engagent à payer les heures sup au vrai prix, et toutes les heures de grève. Il y a des palettes qui se disent qu'elles n'ont pas cramé pour rien.

Nathan Flutendu

* Une semaine avant, il pleurnichait: «Les grévistes peuvent s'exprimer sans empêcher les livraisons de carburant par exemple».

Ouest-France, le 19 octobre 2010



La grève générale c'est nul, en général



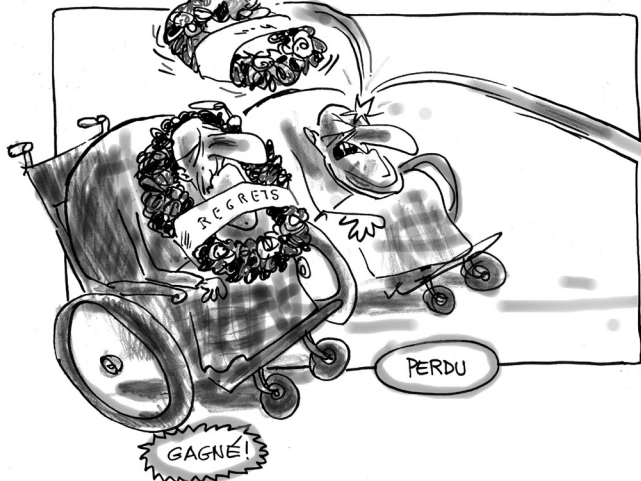
On a marché sur les lunes

Retraitement de choc

Le patron et la fille à papa d'Ouest-France sonnent l'avènement de la retraite en retrait. En traitant d'irresponsables les opposants à la réforme. Le syndicat des journalistes pousserait bien les père et fille la morale à la retraite — d'office.

TITRÉ «La France des vieilles lunes», un édito* de Jeanne-Emmanuelle Hutin, la fille à patron d'Ouest-France a fait bondir un paquet de lecteurs, et le syndicat national des journalistes avec: «À coup de sous-entendus, d'allusions et de contrevérités, dénonce le SNJ, appartenant au groupe Solidaires, Jeanne-Emmanuelle Hutin s'est efforcée de démontrer que les millions de Français qui "refusent le chômage, la maladie, la crise économique, les injustices, les délocalisations" ne sont que des imbéciles qui n'ont rien compris. Que ceux qui s'indignent de voir le pouvoir s'agenouiller devant la fortune sont simplement victimes de leur "inculture économique". Que ceux que révoltent les soupçons de trafic d'influence qui pèsent sur un ministre sont des idiots cruels à la recherche d'un "bouc émissaire" ». On a compris la leçon de morale: les luttes sociales, c'est ringard, et surtout c'est un hobby pour incultes. Et puis, si y'a de la misère, la charité chrétienne des richards y pourvoira. Le syndicat des journalistes rappelle une note interne du rédac chef maison qui dit: «L'objectif est de conserver la confiance de nos lecteurs, notre bien le plus précieux». Ne sont donc précieux que les trois à quatre Français sur dix qui réprouvent le mouvement de rejet à la réforme des retraites. Un mois plus part**, le paternel remet ça. Même ton réac, mo-

LE NOUVEAU JEU DES RETRAITES



raliste, mêmes poncifs des partisans de la réforme. Son édito commence par «Tout le monde est d'accord», enchaîne par l'urgence de la réforme, vieil argument qu'on nous bassine depuis plus de quinze ans. Il faut donc faire vite, uniformiser les disparités des régimes de retraites, chasser les privilèges. Air connu. Quant à la grève, passe encore, mais «N'oublions pas que l'entrave au travail, à la circulation des personnes et des biens est un délit. Y recourir, c'est attaquer les principes mêmes de la République. Ce n'est donc pas tolérable». Autre refrain, la grève généralisée, c'est la mort des PME, l'angoisse pour l'avenir des lycéens. Air re-connu. Ce à quoi le SNJ répond par un tract intitulé: «Enrayer le déclin éditorial»: «Chaque matin ou presque,

pour voler au secours de Sarkozy et de sa politique, la Une affiche une ligne idéologique à sens unique (...) Que deviennent le pluralisme, la défense de la démocratie, le respect du lecteur qu'Ouest-France brandit, à la première occasion venue comme son étendard? Les consignes données aux rédactions par la hiérarchie sont sans ambiguïté: il faut restreindre la couverture des manifestations "pour éviter de lasser" le lecteur; il importe de mettre l'accent sur les perturbations — lycées bloqués, stations services à sec... — et de donner surtout la parole "aux gens dont l'activité commence à être perturbée par le mouvement" ».

Après tout, la famille Hutin n'est pas du genre à imprimer un mouvement.

* Le 24 septembre 2010

**Le 23 octobre 2010

Parlez dans le micro processeur

Seize ans à faire la puce

Le grand et le petit capital se sont gavés de subventions. Toujours en jurant mordicus de garder tous les fabricants de puces électroniques. Total: la cata.

POUR la renaissance des puces, on pourra se gratter. Fabricant de microprocesseurs, l'usine MHS aura toujours promis ce qu'elle n'a jamais tenu: maintenir l'effectif moyennant subventions. Menteurs! Neuf cent dix salariés en 1994, aujourd'hui à peine une centaine, en sursis. Matra Harris, Atmel, MHS electronics: de rachats en changements de nom, l'usine a subi plans sur plans de licenciements, bafouant les promesses de sauver les emplois, garantis dur comme silicium contre aides publiques conséquentes. Aveuglés par l'idée d'éviter des licenciements par paquets de cent, État et collectivités ont lâché une fortune. En 1994, Matra Harris perçoit l'équivalent de 2,3 millions d'euros d'aides de collectivités locales pour créer jusqu'à 600 postes. Trois ans plus tard, 147 salariés sont laissés sur le carreau. Matra Harris semiconductors est vendu: le repreneur, l'américain Atmel, veut virer un salarié sur cinq. «La responsabilité des dirigeants vis-à-vis de l'utilisation des deniers publics est engagée», dit François Fillon alors à la tête de la Région. En 2005, l'État verse 93 millions d'euros à Atmel pour

son site en Provence, quand l'unité de Nantes vire 350 salariés: «Véritable provocation pour les salariés et les collectivités locales» grogne alors Patrick Mareschal, président du conseil général. L'appareil de production trop vieux, les aléas du marché mondial, tout ça..., pleurent les patrons successifs. La main invisible du marché aux puces a frappé. Autre main, pas invisible du tout, celle du mendiant: de 1992 à 2002, l'usine palpe 146 millions d'euros d'aides publiques!

L'euro symbolique fait des gros petits

En 2005, quand Bruno Grangier rachète l'usine, la boîte continue dans le rouge, et divise l'effectif par trois. Trois plans «sociaux» en quatre ans. MHS survit en redressement judiciaire depuis décembre 2008, grâce à trois «plans de continuation» à la suite décrétés par le tribunal de commerce. Le dernier chiffre d'affaire a pourtant planqué 1,9 millions d'euros d'impayés de loyers du terrain et des murs. Grangier a racheté l'usine un pauvre euro symbolique en 2005. Trois ans plus tard, il revend le tout 15,6



millions d'euros. Ce qui lui vaut quelques démêlés avec la justice qui a ouvert une enquête, soupçonnant un abus de biens sociaux, quelques millions volatilisés dans la compta de la boîte. Un procès verbal de comité d'entreprise où il avoue le recours à une société de service où figure son fiston, est aussi entre les mains de la justice. Les deux déléguées CGT ont failli être virées comme des malpropres, mais la direction du travail a refusé en septembre d'entériner les licenciements. Mais attention: si Bruno Grangier n'a pas obtenu les 9,7 millions d'euros d'aides publiques prévus à la reprise, «c'était bien

Naze et rien L'acharnement du gnouf

Saint-Nazaire sacrée capitale de la peine plafond. Du 23 septembre au 28 octobre, les juges nazairiens ont eu la main lourde pour réprimer les afters un peu chaudes des cinq manifs contre la retraite des réformes ou le contraire, on ne sait plus. Les chaussettes à clous ont procédé à 64 interpellations. Pour les prolongements au tribunal, 15 manifestants ont été jugés en comparution immédiate, soit 15 peines de prison ferme, dont 12 ont été incarcérés directement à l'audience (Un seul en préventive, qui a refusé la comparution immédiate). Des mineurs traduits en justice en novembre et décembre, des procès de jeunes majeurs en mars prochain. La répression sur les chapeaux de roues engeôle l'hiver.

Ouïe ou non

Langage des sourds

Il y a des jours, comme ça, où on croit comprendre le monde en lisant le journal sur le zinc. Ouvrir Presse-Océan*, parcourir les titres. «Un concert pédagogique pour éviter de devenir sourd de plaisir» a l'air de répondre à cet autre: «Jean-Marc Ayrault: c'est un mouvement puissant et populaire». Not' bon maire, qui n'a rien d'un béni-oui-oui parle bien des retraites, pas du projet d'aéroport, on l'aura compris à demi-mot. Mais à plein mot, est-ce qu'on peut vraiment engager un dialogue de sourd en sautant d'un titre à l'autre? Hein quoi? On peut? Qu'est-ce tu dis?

* Le 20 octobre 2010



avant cette histoire d'abus de biens sociaux. De toute façon, ça aurait été une technologie vite obsolète, dit-il. Et à ce que je sais, je ne suis pas poursuivi. Ça devrait être une enquête discrète, sauf si je tenais à la dévoiler, ce qui n'est pas le cas. Tout ça, c'est la faute des syndicats. Mais je ne veux pas m'étendre là-dessus ». Ben voyons.

S'éclipser pour toucher un pactole

MHS a quand même su obtenir 1,2 million du ministère de l'Industrie et des crédits impôt recherche autour de 300000 euros par an, «mais on va assécher la recherche, dit Bruno Grangier qui a officiellement démissionné début octobre, ne restant qu'administrateur. On m'a fait comprendre que si je n'étais plus là, les subventions pourraient venir. Dans le monde, l'économie des semi conducteurs est subventionnée à hauteur de 15% du chiffre d'affaire, mais nous, on n'a eu droit à rien ». Le démissionnaire partage donc son bureau avec Georges Pozniakoff, le «patron opérationnel» qui le remplace, et qui admet «un contentieux avec les collectivités» sur les subventions et les garanties non

tenues, mais il y a, selon lui, «une vraie compétence de l'entreprise, qui est viable, avec zéro subvention et un résultat positif en 2010. Il y a une dette à recapitaliser, mais aussi des projets de développement pour lesquels j'irai solliciter les aides des collectivités».

Depuis le 25 octobre, la société Kalkalit, propriétaire du sol et des murs a fait saisir MHS, reprenant par voie d'huissier ce qu'on lui doit. Mais les patrons (on ne sait plus qui mène vraiment la boîte) refusent de se déclarer en cessation de paiement. Histoire de retarder au maximum la fin et la liquidation, en rendant impossible une reprise. Et éventuellement en se gavant au passage, une partie de l'équipement des ateliers pouvant être revendu à un broker. Un peu comme des garnements qui cassent leur château de sable en quittant la plage. Ils ont même suggéré à la CGT de dénoncer la situation pour obtenir la cessation de paiement, histoire de faire endosser au syndicat la responsabilité du naufrage. Un bon patron noyou doit savoir couler la boîte en prétendant ne pas être mouillé.

Jean-Marc Chéo-Puss

STOP MOBILITÉ

DE NOTRE ENVOYÉE SPÉCIALE À LA SEMAINE DE LA MOBILITÉ ET DE LA SÉCURITÉ ROUTIÈRE
À NANTES DU 16 AU 22 SEPTEMBRE



Lèche bottes Sympatron, priez pour nous!

Il faut pactiser avec son employeur en l'obligeant à faire des cadeaux. Un café, un bonbon et tout va changer.

C'EST pas encore jecoucheavecmonpatron.com, mais ça viendra. Une courageuse petite entreprise de Saint-Herblain, Cité Achat*, a lancé un « Jeu-concours atypique qui pourrait bien réconcilier le salarié et sa hiérarchie ». Faut se faire photographier avec son employeur et balancer ça sur un site, histoire de bien se taper la honte en croisant le délégué syndical de la boîte. Le truc bisounours s'appelle monbossestsympa, et s'inspire de la « fête des patrons » lancée au Canada, reprise en France sous le nom de « J'aime ma boîte » sous les applaudissements du Medef, sponsorisée par TF1, le sondeur pro sarkozyste Opinionway et le Figaro Magazine. Chez Cité Achat, on a le sens du slogan: « Prenez le contre-pied des grèves! ». On vante le syndrome de l'« employé modèle », genre de « super héros qui réconcilie tout le monde ». Marx, reviens, ils sont devenus gnangnan de droite! C'est du premier degré. Rien à voir avec le papier-cul « j'aime mon boss » réalisé il y a quelques années. Ça marche tellement bien qu'un mois après il n'y a eu que quatre participants, super héroïques: l'une se fait offrir des bonbons par son chef, l'autre un kawa dans un gobelet en plastoc à la machine à café, le troisième un cône glacé. Coûte moins cher qu'une augmentation. Et avec



des caramels mous, on va financer les retraites, en faisant copain avec ces braves gens qui veulent nous faire marnier jusqu'à la tombe? Euh, là... Au téléphone, le type de Cité Achat hésite: « Peut-être pas... ». « Alors, vous êtes de droite? » demande Lulu en faisant semblant de s'y connaître. « Non, enfin non... Il faut un minimum de dialogue entre les deux parties. Faut de la "positive

attitude", comme disait Raffarin », dit le type. Raffarin, Raffarin, ce philosophe apolitique, qui a dit en 2003 à propos des retraites: « Le pays a besoin d'une crise sociale gagnée par le pouvoir »

* Appuyée par des vidéos de promo ambiance gros beauf misogynne, la boîte fait dans la vente d'électroménager, lave-linge, écran plasma, en se présentant comme un substitut des comités d'entreprise dans les PME.

Agenda 21 ans Exister, programme sur 15 jours

SAUVÉS! Ils sont sauvés. Faut dire qu'ils doivent revenir de loin. De la nuit des temps de misère, au moins: « Nous qui n'avons pas d'horaires ni de but pour nous lever le matin, nous avons trouvé le goût d'exister... »* On dirait du par cœur. Ils lisent un texte tout préparé pour eux sur un prompteur ou quoi? Cornaqués par la mission locale pour l'emploi, ces six jeunes chômeurs ont fait une expérience dingue qui a été « un déclic dans leur vie ». Et c'était quoi, c'était quoi? Une émission à la con de télé réalité? Pas du tout. Juste quinze jours pour réaliser un agenda tiré à 5000 exemplaires. « La mobilisation a été totale. Rien à dire sur leur motivation et leur ponctualité ». Mais c'est pas tout, ces moins-que-rien d'avant le projet sont devenus des plus-que-tout du taf. « Ils ont aujourd'hui retrouvé une place dans la société ». On croirait des anciens taulards en libérable. Et c'est quoi, leur rédemption? « Ouvrier en maraîchage, technicien en intérim, pizzaiolo, étudiant en fac ».

Ça valait le coup. Expérimenteur deux semaines, précaire à vie. Il est pas beau l'avis?

* Ouest-France, le 5 octobre 2010

Y'a d'la pression

L'plombier à la trace

Sur le plombier tu maintiendras la pression. La technologie permet d'assurer leur traçabilité dans la ville: « Il est question d'équiper nos camionnettes de sortes de GPS qui permettraient aux cadres de suivre nos va-et-vient depuis leur bureau »*. C'est grève chez Ista-Cis, une boîte de relève de compteurs d'eau et d'entretien de plomberie qui a révélé cette géolocalisation des pros au boulot. Si on se demande parfois qui contrôle la police, on sait qui contrôle les cadres fliqueurs: leur ordinateur. L'heure où on allume, l'heure où on éteint, comme une pointeuse de bas étage. Évidemment, toutes les connexions dans la journée et même l'activité du clavier à la seconde. Bientôt un relevé de compteur de l'activité de leur neurones.

* Presse-Océan, le 5 octobre 2010

Auto financement

Marguerite Duraille

MARGUERITE, le service des bagnoles en libre service, c'est une affaire qui roule au pas. La formule n'a pas encore vraiment accroché. Après plus de deux ans de location de ces 25 voitures noir et orange, le nombre de clients plafonne à 360. Loin des mille escomptés dès la première année* et des 1500 pour arriver à l'équilibre. La société appartient à 80% à Tony Lesaffre, le patron d'Europcar atlantique, loueur de bagnoles version classique. L'autre actionnaire c'est Transdev, filiale de la Caisse des dépôts, et aussi actionnaire de la Tan. Le déficit d'une entreprise si vertueuse chagrine la collectivité. Début 2010, Nantes Métropole a donc consenti une enveloppe, officiellement une « convention d'utilisation » pour les agents de l'agglomération. Mais les agents ne se ruent pas pour autant sur les tu-



tures en libre service. Pour rentabiliser les 80000 euros versés, Nantes Métropole propose fin octobre à son personnel de tester le service, une heure sur son temps de travail: « Ces essais sont ouverts à tous les agents consommateurs ou non de déplacements professionnels ». Et puis, ce sera toujours ça de gagné, si ça permet d'externaliser peu à peu une partie de la flotte de véhicules de Nantes métropole en refilant ça au privé... ça s'appellera de la bonne gestion et c'est tendance. Roule ma poule. Et si ça marche pas, faudra passer à la méthode auto-ritaire.

* Ouest-France, le 15 avril 2010

Étude et servitude

L'enseignement doit intégrer l'art et la manière de servir. Certains ne marchent pas droit. Exclus du rang. L'inspecteur d'académie met un instit au piquet.

DEPUIS des années, quelques mauvais esprits qui confondent le cirque avec les cours de récré pensent que l'école est un lieu de dressage. L'inspection académique de Nantes apporte sa pierre au débat. Un instit du mouvement Freinet vient d'en faire les frais. À mi-temps directeur d'école primaire à Saint-Lumine-de-Clisson (l'école Lucie-Aubrac, ce qui n'est pas rien comme symbole), le reste du temps formateur des futurs instituteurs depuis huit ans, François Le Menahèze s'est fait interdire de former, par sa hiérarchie: «Je ne peux accepter votre détachement sur un emploi de formateur, compte tenu de votre manière de servir et notamment votre refus d'appliquer les instructions nationales (Non remontées des résultats des évaluations 2009-2010)», écrit le 6 septembre, en recommandé, Bernard Javau-din, l'inspecteur d'académie en personne.

Outre les prétextes futiles, de désorganisation de l'école primaire avec un dirlo à mi-temps (il fait ça depuis trois ans, ça marche très bien, merci) le vrai motif c'est la «manière de servir». Ça sent son langage militaire. Les compétences ne sont pas en cause. Mais, pour l'inspection académique, ce mauvais sujet est à écarter des formations, du fait de ses positions de refus, partagées avec nombre d'enseignants, d'alimenter les données de la base-élèves, instrument de contrôle fortement soupçonné de fichage et de traçabilité des enfants. Nourrir ces fiches n'est



pas une obligation pour les instituteurs. Selon l'administration le récalcitrant ne peut faire que de la «mauvaise propagande»... «On ne peut pas confier une mission de formation à quelqu'un qui ne veut pas appliquer les directives nationales» martèle l'inspecteur d'académie*. Ce type est, lui, un vrai bon petit soldat. Le dernier rapport de l'inspection générale, élégamment intitulé «Évaluer et conduire» indique que «les inspecteurs devront imposer la normalisation...», et donne le mode d'emploi pour marcher droit et au pas cadencé: le mot «conformité» apparaît 13 fois, celui de «liberté», zéro fois. Sans doute très utile dans une école qui parle le moins de service public d'édu-

cation que de «gisements d'efficacité», de réduction de postes et d'expédients, contrats précaires, recours à des étudiants pour boucher les trous. Fonctionnaire d'État censé «agir de manière éthique et responsable» comme l'exige le très officiel document référentiel du professeur d'école, l'institut et ses soutiens du réseau «Résistance pédagogique» ne sont vraiment pas top tendance, avec leur souci d'une «réelle éthique professionnelle, un comportement, un professionnel qui serve l'intérêt premier des enfants et des valeurs du service public d'éducation». Avec des idées pareilles, évidemment, on risque de ne pas avoir d'élèves bien dressés. ■

* Ouest-France, le 30 septembre 2010



Visages pâles

Les bronzées font de la résistance

Le maintien d'une pigmentation temporaire de l'épiderme dans l'environnement professionnel aura été un des grands enjeux de la rentrée.

C'EST la gageure de ce mois de «septembre», dit Ouest-France qui choisit toujours l'info selon sa pertinence: «Il y a des sujets qui s'imposent parce que l'événement est important. Au sens où il modifie fortement la situation d'un pays, d'une région, d'une population, d'un problème qui concerne le citoyen-lecteur», explique le rédac chef Jean-Luc Evin*. Exemple avec cet article de géopolitique essentielle: «Comment rester bronzée au bureau»**. Remarque: les mecs peuvent se faire porter pâle, c'est juste une question de chromosome XX. Avec une question trop importante pour être laissée aux simples femmes, on a donc convo-

qué une spécialiste de la peau qui délivre son message «rester bronzé prolonge le souvenir des vacances», sachant qu'un «beau teint hâlé aide à passer le cap difficile de la reprise pour une année». Après ces considérations, l'article vante un soin exfoliant pour le gommage et des produits bonne mine aux «huiles pailletées», en conseillant de fuir les néons du bureau pour le plein air et le soleil. En ce mois de septembre mobilisé contre la réforme des retraites, ce conseil aux quiches n'a même pas pensé aux manifs pour entretenir «son teint pain d'épice». ■

* www.ouestfrance-ecole.com/

** Le 1^{er} septembre 2010

Cherbourgmeistre Le dîner de consorts

Le Demy-hommage est plus passé par le cintoche chic que par la salle de cinoche.

NANTES célèbre Jacques Demy et projette Les Parapluies de Cherbourg au Katorza.

Dans la grande salle, trois rangs complets, les meilleurs, sont réservés aux VIP. Les vrais spectateurs qu'ont bêtement payé leur place n'ont qu'à se trouver un strapontin ailleurs.

Une fois placés, M. et M^{me} Ayrault, les époux Jossic et Mareschal et toute la bande de consorts qui les suivent se mettent vaguement à frétiller en écoutant Anouk Aimée dire deux mots. Deux discours et hop terminé. Juste avant que le film ne soit projeté, le prince, les courtisans et les baronnets font grâce de leur présence à l'assistance, libèrent les meilleures places squattées juste le temps des parlottes officielles.

Tout le beau linge dîne à La Cigale. «Bon appétit!», gueule le goguenard de service. Le bon peuple n'est pas poli: il est resté assis. ■

À précaire, précaire et demi

Association de formation et d'insertion, Culture & Liberté disparaît. Public de précaires, association précarisée, formateurs dans la précarité. Une logique implacable.

NAUFRAGE sans le moindre remou. L'association Culture & Liberté a sombré corps et biens, après 37 ans de bons et loyaux services. Disparaît ainsi une des plus anciennes associations d'éducation populaire, alphabétisant des migrants, formant à l'aide à domicile, développant la découverte de métiers pour les jeunes. Ce qui pourrait passer pour un aléa de financement montre en fait l'absurdité du système sous la responsabilité des collectivités. La précarité découle de l'incertitude de décrocher ou non les appels d'offre. C'est un peu à la loterie. On gagne, on perd. Et on tire les prix vers le bas. Pour répondre aux soubresauts des demandes de personnel, les formatrices sont employées temporaires, en CDD d'usage. Intermittentes du contrat, ces formatrices de niveau bac+5, payées onze euros de l'heure, jonglent entre plusieurs structures selon les opportunités. «Ces formateurs, mal rémunérés et précarisés à l'extrême, souvent jeunes et fortement diplômés, partagent l'envie de faire œuvre utile et jettent toute leur énergie dans l'accompagnement du public qui leur est confié sans trop penser au lendemain dont ils savent l'incertitude», indique le faire part de décès rédigé par les administrateurs.

Publics précaires, formateurs précaires. Logique. Le recours aux appels d'offre a introduit la logique libérale, la fonction sociale devient une marchandise, soumise à la concurrence, à la rentabilité. «Les budgets sont non seulement faibles, aléatoires, mais nos trésoreries sont mises à mal

par des règlements européens, très tatillons, et des bailleurs qui paient avec un à deux ans de retard», explique Guy Letertre, président de Culture & Liberté, basée à Rezé, condamnée à mettre la clef sous la porte le 28 septembre, dans l'indifférence générale. Le passif? Pas énorme pourtant: 233 000 euros, en comptant des créanciers comme l'Urssaf que la trésorerie fragilisée n'a pu honorer. La liquidation judiciaire laisse quatorze salariés sur le carreau. Et pas même une larme de crocodile des dirigeants de la ville. Faut dire qu'ils sont un peu liés à la chute, via le Plie, plan local pour l'insertion et l'emploi, dépendant de Nantes Métropole. Le Plie devait 60 000 euros. «Ils nous ont dit qu'ils ne nous paieraient pas, prétextant des irrégularités. Il a fallu batailler, même si les contrôles européens nous étaient favorables. Les retards nous ont plongés dans le rouge», dit Guy Letertre. La somme n'a été versée qu'en juillet dernier. Trop tard. Faut dire aussi que les élus appuient à fond «l'école de la deuxième chance» qui se lance au même moment. «C'est en gros ce qu'on faisait déjà avec les jeunes», soupire une formatrice, dépitée.

La place est libre pour la concurrence. À terme, le gâteau pourrait être livré à de grosses sociétés d'intérim comme Adecco, déjà très présent dans les marchés générés par Pôle emploi. Mais en se centrant sur les formations de publics employables, donc rentables. Les autres n'ont qu'à devenir traders avec une méthode Assimil dégottée dans un vide grenier... ■

Un coup d'Barre et ça repart

HISTOIRE d'une fragilité programmée. Lancé par Raymond Barre en 1977, le pacte pour l'emploi des jeunes a poussé l'État à chercher des structures capables d'accompagner les chômeurs à la peine. Des associations s'y collent, petites, disséminées: fini le temps des bénévoles, on embauche. Et plutôt des gens assez diplômés. Chacun se spécialise, Culture & Liberté vers les formations en français et les emplois à domicile. Un marché

se crée mais on n'y fait pas fortune. À partir de l'an 2000, l'État passe le relais aux régions pour la formation, aux départements pour les Rmistes puis le RSA. Les appels d'offres sont cadrés par des cahiers de charges de plus en plus draconiens, obligeant les structures à étoffer leur personnel administratif pour alimenter le «reporting» sur les actions menées. Ce qui alourdit encore la masse salariale au détriment des effectifs des formateurs. ■

Oizo Confit d'Oie

Après l'homme qui vole avec les oies, voilà l'homme qui vole à L'Oie! Dans ce patelin vendéen, un type s'est fait pincer avec une centaine de volatiles chez lui: des diamants mandarins, des canaris, et même des chardonnerets, une espèce protégée. Aux poulets des Herbiers venus l'interroger, le coco de 29 ans n'a sifflé mot! Pas vache, la justice a pour l'instant remis tout le monde en liberté. Ouvrez, ouvrez grand la cage aux oiseaux...

Terrine ferroviaire Du sanglier et des larmes

Toujours à l'affût du sensationnalisme, la presse dévoile un drame: six-cents (600!) passagers d'un TGV pris en otage par un sanglier*. Qui plus est un sanglier mort. Le cétartiodactyle étant subrepticement entré en collision avec la jupe de la motrice d'un train grande vitesse, il s'en trouva instantanément fort occis. Le train, lui, fut immobilisé trois heures et 47 minutes, les passagers contraints à développer des considérations sur l'inconséquence des sangliers. «Il n'y a eu aucune victime dans la rame TGV», rassure le journal. On ne sait même pas le prénom du sanglier.

* Ouest-France le 30 octobre 2010

Les pousse-au-placard vous saluent bien

Chronique d'une après midi d'abattage au tribunal de Saint Nazaire. L'après-manif sera punitive, expéditive, répétitive, pas très objective. Récit par deux lycéennes découvrant la justice.

LA CASSEUROLOGIE : UNE SCIENCE EXACTE



LUNDI, 16h, palais de justice de Saint-Nazaire. Comparution immédiate de trois jeunes interpellés en fin de manif du samedi 16 octobre, en battant retraite devant les soldats bleus de la sous-préfecture. Le juge, qui ne cache pas son agacement, présente le premier prévenu comme un «jeune homme de type européen» avec «une coupe de cheveux de type rasta». Jérôme n'a ni emploi ni ressources. Juste un CAP et un casier judiciaire avec mentions: des condamnations par le tribunal des mineurs, vol, usage de stupéfiants. Le second prévenu, vingt ans, mère alcoolique, placé en famille d'accueil, livré à lui-même à sa majorité, pas de casier. Ni emploi, ni couverture sociale, ni domicile fixe. Le troisième, CAP de plombier-chauffagiste, un boulot, a écopé d'une amende pour conduite en état d'ivresse.

Tous trois sont accusés de jets de projectiles. Des pierres, des ballons de baudruche remplis de peinture rose pour le troisième. Jérôme, soupçonné d'avoir été le meneur d'un groupe *black block*, affirme qu'ayant rejoint un ami pour récupérer ses clés, il s'est trouvé par hasard au milieu de l'altercation. Il reçoit à ses pieds une fusée incandescente, se sent agressé par les policiers, jette deux cailloux dans leur direction. A vu des jeunes en train de casser des voitures, puis a été interpellé sans rien pouvoir dire. Un des avocats demande qu'il puisse sortir du box pour montrer sa tenue, un sarrouel vert pomme et des tong qu'il portait lors de l'interpellation. Pas vraiment le profil de casseur, encore moins d'un meneur de *black block*. Le juge refuse, il a l'air de trouver la requête absurde.

Des deux témoins, aucun n'a pas vu lancer de projectiles. Une femme prise dans une «débandede de jeunes effrayés» a vu des CRS arrêter les jeunes en les attrapant par les chevilles et les faisant

tomber. «Profondément choquée», elle a aussi vu des jeunes blessés. Le second témoin évoque «l'effroyable violence de l'action policière», et des «gamins» face aux «forces démesurées de la police». Le procureur vilipende «une cinquantaine de personnes à la recherche de l'affrontement» qui ont contourné les syndicats pour «trouver» les policiers «pourtant à l'écart», vers 18h, «l'heure des casseurs». Des jeunes révoltés qui ont «des esprits étrangement construits». D'ailleurs, deux sont «des marginaux au casier judiciaire impressionnant». Il parle sans guillemets à «impressionnant». Les avocats commis d'office dénoncent les procédures d'urgence. Ils n'ont pu voir leurs clients pendant leur rétention ni être présents lors de leur déposition: «C'est pousser une situation de faiblesse à son paroxysme: une garde à vue de quarante heures, à quatre dans une cellule, alors que l'un d'entre eux est claustrophobe, sachant que les jeunes ont été interrogés le soir même de l'émeute et ont reconnu les faits». Selon la défense, environ 400 personnes s'opposaient aux forces de l'ordre. L'un des avo-

cats parle de mise en scène, trois policiers faisant office de figurants devant la sous-préfecture tandis qu'une horde de CRS cachés attendaient l'affrontement, parés à une véritable «chasse aux jeunes». L'avocat de Jérôme souligne l'absurdité de soupçonner un jeune «en tong» d'être le meneur d'une émeute et ajoute: «Les jeunes ici présents voient leurs perspectives d'avenir sombres et précaires, vivent avec un sentiment d'injustice dans une société qui les montre comme incultes et manipulés, alors qu'ils sont simplement effrayés et inquiets». Exaspéré, le procureur lève les yeux au ciel. Le président du tribunal prend l'air de celui qui perd son temps. Délibération rapide, jugement lapidaire: deux mois, deux mois, un mois. Ferme. Les nombreux jeunes présents dans la salle, dont beaucoup assistaient pour la première fois à une audience de correctionnelle, éclatent en cris et sanglots: «C'est ça, la justice?». La prison ferme: c'est comme ça que la jeunesse apprend qu'il faut qu'elle la ferme.

Florine et Garance

Tripode sélectif La vie amiantérienne

Un pour tousser, tousser pour un! Le tripode bourré d'amiante a été fichu par terre, mais les anciens salariés et l'intersyndicale de l'Insee, du Trésor et des Affaires étrangères qui ont bossé dans cette tour truffée de 350 tonnes d'amiante ont entrepris de témoigner, sous forme d'un documentaire. Question de reconnaissance, de mémoire à transmettre. Sur les deux milliers de salariés identifiés ayant fréquenté la tour, 160 sont déjà décédés, certains de cancers indubitablement liés à l'amiante, malgré ce qu'avance l'administration. Réalisé par Catherine de Grissac, «Une tour, de l'amiante, un combat» est le film* sur leur bagarre de vingt ans avant l'évacuation puis

le désamiantage et la destruction. Le comité hygiène et sécurité de l'Insee de Nantes avait voté une subvention de 10000 euros à verser au budget de ce docu et auquel participent la Ville de Nantes et la Région. Et, puis, au moment de tourner, grosses pressions de la hiérarchie de l'Insee pour décourager cadres et agents de s'exprimer devant la caméra. Et la subvention, faut oublier. L'affaire est remontée jusqu'au ministre Eric Woerth qui s'est démené pour qu'aucun centime ne soit versé au film. Une souscription a largement permis de se passer de ce fric.

* Disponible auprès de l'association montée pour que ce film se réalise: docu.tripode@free.fr

La patate attitude

Le palace écolo? L'affaire est dans le sac! À patates.

Le groupe Barrière surfe sur l'air du temps. Peut-on rester écolo en pétant dans la soie sous les lustres de cristal? Mais absolument, Sigismond! Le concept est créé depuis peu par le groupe, protégé par une marque déposée: place donc au «luxe responsable». Exemples: au Fouquet's, à Paris, le bouiboui où Sarko passe manger des sandwichs, on propose des solex aux clients. Électriques, s'il vous plaît. Et pour laver tous les jours les serviettes effleurées par la fesse des rupins, à Cannes, les sacs à linge sont «en féculé de pomme de terre». Si si.

Tout le groupe doit suivre cette écolo attitude mise à sac. Haut lieu des pâtés de responsable fin, La Baule va se mettre à cette «volonté d'équilibre, de bien-être, exprimée à tout niveaux... de vivre un luxe d'expérience avant tout, de vivre bien, en harmonie avec notre environnement. C'est une conviction intime, celle de pouvoir vivre une richesse naturelle et universelle, bien au-delà des richesses matérielles...» Avec une piaule vue sur la mer à 700euros la nuit, c'est la porte ouverte à l'au-delà. Ce qui change tout, c'est le concept éco responsable: Barrière rupin en vert.

C'est l'coup d'feu

Début de l'été, les logements des saisonniers des palaces et du casino baulois ont cramé en pleine nuit. 22 personnes sauvées par les détecteurs de fumées. Le groupe Barrière a tout de suite su réagir en déposant aussitôt les vêtements de ses employés au pressing «afin que tous puissent récupérer dès ce soir une garde-robe qui ne sente pas la fumée», rapporte la presse émerveillée*. The coup de chaud must go on. On a eu peur. Imaginez un peu un sommelier puant le cramé, ses traces de godasses toutes noires sur la moquette et la bouteille de Mouton Rothschild gagnée par une méchante odeur de fumée. Un truc à ruiner une soirée en smoking.

* Ouest-France, le 15 juin 2010.

Le flic qui perd la boule

C'est l'histoire d'un type qu'a tout perdu. L'enfer du jeu. Loto, tiercé, casino, tout. Il a été condamné à six mois de taule avec sursis pour avoir détourné 58 000 euros. C'est mal. «J'ai commencé à mentir à ma femme, à mes collègues. Pour aller au casino, je partais plus tôt du travail» dit-il*. Mais voilà, le type était CRS. Il a donc du bâcler ses missions de répression. On aurait vu ce robocop le bras en l'air, stoppant net son coup de matraque. L'ordre public rattrapé par le manque. N'appellez pas police-secours. Laissez-le courir comme un malade à la première table de baccara venue. Y'a des croupiers au cul qui s'perdent.

* Ouest-France, le 13 août 2009.



Qui ça ?



Ont œuvré à ce numéro: Jules de chez Smith, Alan Greenspanne, Nicolas de la Casinière, Tony Bintje, Gwen, Fred Crayon, Pich, Florine et Garance.

Mise en page: Pascale Hibrage. Directeur de publication: Nicolas de la Casinière. N° ISSN: 1270-4911 - N° CCPAP: 0211 G 88321 La Lettre à Lulu (11 rue des Olivettes, 44000 Nantes) est éditée par l'association La Luttre à Leuleu.

Tirée à 3500 ex. sur papier recyclé par LNG, 13 rue Lavoisier, 44980 Sainte-Luce-sur-Loire.

Les archives du journal sont sur lalettrealulu.com

Les textes publiés sont «copyleft». Libres de droits, ils peuvent donc être repris, republiés, rediffusés, si possible avec mention de l'origine.

Abonnement 20 euros = 10 numéros

Nom: chèque à l'ordre de
Prénom: La Luttre à Leuleu
Adresse: 11 rue des Olivettes
44000 Nantes
Abonnement en ligne: www.lalettrealulu.com
email: